

Island Employment Association a terriblement mal géré plus d'un million de dollars de fonds publics – VG

À publier le 20 juin – La grave mauvaise gestion des fonds publics de la part d'Island Employment Association a dépassé un million de dollars, révèle une enquête de la vérificatrice générale de la Nouvelle-Écosse.

Cette dernière cite dans un nouvel audit les trois principaux manquements qui ont persisté durant près d'une décennie au sein de l'agence de services d'emploi du Cap-Breton.

« Il y avait des gestionnaires et un personnel qui faisaient preuve d'un comportement exempt d'éthique et de professionnalisme, un conseil qui exerçait une piètre gouvernance et un ministère qui n'a pas assuré un suivi et une surveillance efficaces de Island Employment Association : tout cela a abouti à une mauvaise gestion monumentale des fonds publics », affirme la vérificatrice générale, Kim Adair

Certains cadres supérieurs d'IEA ont adopté des pratiques administratives inacceptables qui ont donné lieu à des paiements non approuvés substantiels de rétribution additionnelle, d'heures supplémentaires, de primes à des employés, de double rémunération et de demandes de remboursement de frais de déplacement contrevenant aux contrats et aux politiques d'emploi.

L'audit a également mis au jour de nombreuses transactions financières finançant des programmes d'éducation et d'emploi de membres de la famille et d'amis, des achats déraisonnables de meubles, de matériel et d'ordinateurs, ainsi qu'un présumé arrangement de pots-de-vin mettant en cause la directrice générale.

« Il s'agissait d'une parfaite tempête de mauvaise gestion, qui a semblé délibérée et systématique, et qui visait à s'avérer profitable à certains intervenants d'Island Employment », explique Adair.

La vérificatrice générale met de plus en relief l'omission du conseil d'administration d'IEA d'assumer ses responsabilités fiduciaires en raison de mauvaises pratiques de gouvernance ainsi que l'omission du ministère du Travail, des Compétences et de l'Immigration de suivre et de surveiller IEA, des fautes qui ont contribué à la gestion inefficace des fonds publics.

Pour donner suite à l'audit, la vérificatrice générale recommande au Ministère de réaliser une évaluation immédiate et détaillée du programme Nouvelle-Écosse au travail.

« Il est crucial que le Ministère assure une supervision adéquate des 16 autres fournisseurs de services qui ont signé l'an dernier des ententes de financement pluriannuelles totalisant plus de 22 millions de dollars », fait-elle observer.

Le Ministère a mis fin au contrat d'IEA le 21 novembre 2021 après une enquête du Bureau de l'ombudsman de la Nouvelle-Écosse.

L'enquête de la vérificatrice générale sur Island Employment Association a débuté l'an dernier après une demande du Comité des comptes publics, composé de représentants de tous les partis de l'Assemblée législative.

La vérificatrice générale a, conformément à la loi sur le vérificateur général (*Auditor General Act*), coopéré avec le Groupe des crimes majeurs de la Police régionale du Cap-Breton, qui mène activement une enquête.